

Trahir

Normand Baillargeon

Numéro 34, 2000

Les universitaires et la gauche

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002426ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002426ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Baillargeon, N. (2000). Trahir. *Cahiers de recherche sociologique*, (34), 25–53.
<https://doi.org/10.7202/1002426ar>

Trahir

Normand BAILLARGEON

*Quand la vérité n'est pas libre, la liberté n'est pas vraie.
Les vérités de la Police sont les vérités d'aujourd'hui.*
Jacques Prévert

Être les esclaves de pédants, quel destin pour l'humanité!
Michel Bakounine

Intellectueurs à gages...
Gilbert Langevin

Les intellectuels ont un problème: ils doivent justifier leur existence. [...] Or il y a peu de choses concernant le monde qui sont comprises. La plupart des choses qui sont comprises, à part peut-être certains secteurs de la physique, peuvent être exprimées à l'aide de mots très simples et dans des phrases très courtes. Mais si vous faites cela, vous ne devenez pas célèbre, vous n'obtenez pas d'emploi, les gens ne révèrent pas vos écrits. Il y a là un défi pour les intellectuels. Il s'agira de prendre ce qui est plutôt simple et de le faire passer pour très compliqué et très profond. Les groupes d'intellectuels interagissent comme cela. Ils se parlent entre eux, et le reste du monde est supposé les admirer, les traiter avec respect, etc. Mais traduisez en langage simple ce qu'ils disent et vous trouverez bien souvent ou bien rien du tout, ou bien des truismes, ou bien des absurdités.
Noam Chomsky

Les êtres humains naissent ignorants, pas idiots. C'est l'éducation qui les rend ainsi..
Bertrand Russell

Cet article repose sur un certain nombre de convictions que je pense raisonnables et légitimes, mais qu'il ne me sera pas possible, en quelques courtes pages, de développer ou de défendre comme elles devraient l'être. Il sera peut-être pour cela incompréhensible pour qui ne les partage pas, au moins en partie.

En particulier, cet article repose sur la conviction que le monde dans lequel je vis est intolérable à un grand nombre de points de vue et notamment parce qu'il est oppressif pour une majorité de mes semblables. Je pense encore que ce monde, et cela est crucial, est largement fondé sur le mensonge et aussi que, dans une bonne mesure, il ne perdure et ses institutions dominantes ne se maintiennent que par la propagande. Enfin, je dois dire que je pense, avec Bakounine cité en exergue et avec toute la tradition libertaire, que, dans une société saine, aucun privilège ne serait d'emblée accordé aux intellectuels et surtout qu'il ne serait pas donné à une élite de mobiliser l'information et de la traiter. Au total, je me méfie donc aussi bien des experts (typiquement de droite) aspirant à servir les tyrannies privées ou l'État et qui me chantent les louanges du marché et de nos institutions dominantes que des intellectuels (typiquement léninistes) de gauche qui me chantent la nécessité d'un Parti aux mains d'une élite éclairée.

Mon argumentation sera ici la suivante: à une classe de gens — les intellectuels, justement — sont consentis des loisirs et des privilèges considérables permettant, s'ils le veulent, de contribuer à ce que soit connue la vérité sur certaines questions d'une grande importance. C'est là une tâche modeste, sans doute, mais bien souvent utile et en certains cas nécessaire. On devrait donc attendre des intellectuels, et c'est un strict minimum, qu'ils s'efforcent de rechercher la vérité, qu'ils disent ce qu'ils ont compris à propos de notre monde et des institutions qui le définissent, et plus encore qu'ils le disent à ceux que cela concerne et qu'ils s'expriment alors de manière à être entendus.

Je soutiens que c'est trop souvent le contraire qui se produit. Selon moi, les intellectuels servent plus volontiers les pouvoirs qui oppressent qu'ils ne les dénoncent et, loin de la combattre, ils contribuent à la propagande des Maîtres. Pis encore: il arrive qu'ils soient les premiers destructeurs et négateurs de ces outils de libération auxquels ils ont un accès

privilegié et qui, on pourrait le penser, leur sont particulièrement chers (les faits, la raison, la vérité, la clarté, l'éducation, etc.).

Au total, il arrive donc bien souvent que ce soit précisément chez les intellectuels que fleurit l'anti-intellectualisme le plus délirant, celui-là même dont ils accusent volontiers les gens ordinaires chez qui ils feraient bien, pour certains d'entre eux au moins, de prendre des leçons tant ils en auraient à apprendre.

Voilà, exprimé le plus succinctement possible, ce que je souhaite développer ici.

En définitive, je suggère qu'on donne au mot intellectuel un sens non trivial mais assez précis pour lui faire désigner un ensemble d'activités de coordination, de légitimation, de diffusion d'idées et de préparation des esprits accomplies typiquement par une classe spécialisée au sein de nos formations sociales. Et je pense qu'on doit alors admettre que ces activités n'ont, le plus souvent, à peu près rien d'intellectuel, si l'on donne cette fois à ce mot le sens qu'il revêt d'ordinaire, avec ses connotations les plus positives et qui renvoient à des choses comme l'intelligence, la rationalité, l'objectivité, la recherche de la vérité, le désintéressement et ainsi de suite.

Pour le dire plus simplement: je souhaiterais que mes lecteurs puissent comprendre pourquoi, quand Arthur Schlesinger accuse Noam Chomsky de trahir la tradition intellectuelle dans ses écrits politiques, celui-ci peut lui donner entièrement raison, mais en précisant que, étant donné que la tradition intellectuelle est une tradition de servilité à l'endroit du pouvoir, il aurait honte de lui-même s'il ne la trahissait pas¹.

Bref, le présent article est une invitation à la trahison.

*

**

¹ *Guardian*, Londres, 23 novembre 1992, G2, p. 11. Cité dans M. Rai, *Chomsky's Politics*, New York, Verso, 1995, p. 150.

Je souhaite que mes propos touchent ce monde dans lequel je vis et je ne veux surtout pas m'en tenir à de confortables généralités abstraites et bien commodes. Qu'on me permette donc de citer ici quelques chiffres. Je partirai d'un document non controversé et très récent: le rapport 1999 du Programme des Nations unies pour le développement humain (PNUD²).

Dans les pays en développement, aujourd'hui, 1,3 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à de l'eau propre, un enfant sur sept en âge de fréquenter l'école primaire ne la fréquente pas, 840 millions de personnes sont sous-alimentées et 1,3 milliard survivent avec des revenus de moins d'un dollar par jour.

Le rapport nous apprend aussi que l'intensification de la supposée mondialisation de l'économie produit des résultats inattendus, du moins inattendus pour qui accorde crédit à la propagande qui nous en vante sans arrêter les prétendues vertus; c'est ainsi que, pendant que les revenus *per capita* dans plus de 80 pays sont inférieurs aujourd'hui à ce qu'ils étaient il y a dix ans, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres atteint désormais des «proportions grotesques», selon l'expression utilisée dans le rapport du PNUD, qui n'a pas souvent eu de tels écarts de langage. Les pays réunissant le cinquième le plus fortuné de la population de la terre disposaient ainsi, en 1960, de revenus *per capita* 30 fois supérieurs à ceux du cinquième le plus pauvre. Cette proportion était portée à 60 en 1990 et à 74 en 1995. La fortune des 200 individus les plus riches équivalait, en 1998, aux revenus du 41 % le plus pauvre de la population mondiale.

Les pays les plus riches, dont le mien, n'ont pas échappé à cette montée des inégalités et de l'exclusion. Dans ces pays, les revenus des salariés stagnent ou déclinent, la richesse s'accroît, mais elle se concentre de plus en plus dans un nombre restreint de mains; le Canada, qui avait promis en 1989 d'éliminer la pauvreté chez les enfants avant l'an 2000, compte aujourd'hui 463 000 enfants pauvres de plus que lorsque cette promesse a été faite et un enfant sur cinq vit désormais dans la pauvreté. Les soupes populaires se sont monstrueusement multipliées depuis dix ans et tant d'enfants, à Montréal, mangent en fin de mois leur seul repas quotidien à la cantine scolaire qui le leur offre que, s'en avisant, on a cru

² Le texte intégral de ce rapport se trouve à: <http://www.undp.org/hdro/index2.html>.

nécessaire de revoir le calendrier scolaire de l'an prochain pour assurer que la semaine de relâche d'hiver ne coïncidera pas avec une fin de mois.

Comme chacun sait, ces transformations sociales, politiques et économiques majeures qui sont en cours depuis quelque trois décennies sont souvent désignées par le nom, à plus d'un titre bien peu adéquat, de «mondialisation de l'économie». C'est qu'au début des années soixante-dix un modèle qu'on peut appeler keynésien de l'économie fut démantelé. Ce modèle, conçu à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à Bretton Woods, reposait sur une forte intervention de l'État dans l'économie, une sévère restriction touchant la circulation des capitaux et des efforts pour accroître le libre-échange. À partir des années soixante-dix, ce modèle est donc démantelé. On permet la libre circulation des capitaux et on commence également à s'en prendre au modèle social, politique, culturel qui avait vu le jour trois décennies plus tôt. L'analyse de la situation des démocraties occidentales que propose alors la célèbre commission trilatérale est typique: celles-ci souffrent d'un «surcroît de démocratie», assure-t-on, trop de gens se mêlent de ce qui les regarde, nos sociétés sont devenues ingérables.

Certains concluent, tout à fait dans cet esprit qu'Adam Smith dénonçait déjà dans *La richesse des nations*³, qu'il ne s'agit plus de permettre, mais d'interdire la participation du public aux affaires qui le concernent. La référence, ce fut désormais ceux qui préconisaient le recul et le désengagement de l'État de certaines de ses fonctions sociales pour laisser jouer partout le supposé libre jeu du marché, ce mécanisme prétendu optimal si seulement il n'est pas entravé. Il s'ensuivit une série de phénomènes bien connus: des déréglementations, la montée d'une économie spéculative à 95%, un progressif démantèlement des programmes sociaux, la promotion des vertus des entreprises et de la concurrence, la volonté d'étendre à tous les objets le mécanisme du supposé marché, par quoi on désigne en fait ce qui n'est, dans les faits et le plus souvent, qu'un modèle d'économie réglementée pour assurer la socialisation des risques et des coûts et la privatisation des profits. Une propagande intensive affirme que les programmes sociaux et les dépenses publiques sont des péchés économi-

³ A. Smith, dans *La richesse des nations*, clame son dégoût pour ce qu'il nomme «l'infâme maxime de ces maîtres: tout pour nous et rien pour tous les autres» et il dit sa crainte de ces maîtres qui, précise-t-il, sont «incapables de se réunir sans comploter contre le reste de la société».

ques graves, les causes de tous nos maux. Mais, par la vertu d'un coup de baguette magique, les subventions et le financement destinés au public, qui créent toujours une déplorable dépendance chez ceux qui les reçoivent, n'ont jamais cet effet quand, la pratique est courante, ils vont dans la poche des Maîtres et aux entreprises créatrices des précieux emplois.

Cette nouvelle donne, il faut bien le dire, constitue une véritable attaque contre la démocratie et contre l'idée même de participation du public dans les affaires qui le concernent. Les acteurs majeurs de cet assaut sont notamment les entreprises et les institutions économiques transnationales ou étatiques qui les servent. Ces entreprises qui jouissent désormais de droits parfois supérieurs à ceux qui sont reconnus aux êtres humains — ce qui aurait horrifié Adam Smith! — fusionnent, mettent à pied, délocalisent, exigent, externalisent (entendez qu'elles font porter à la collectivité le coût de certains aspects de leurs activités: l'entreprise pollue, la collectivité dépollue...) et ainsi de suite en toute impunité. «Le marché le veut, le marché l'exige» suffit alors comme réponse à la moindre objection. «Ça crée de l'emploi» devient un argument massue.

En ce moment même, 51 des 100 premières économies mondiales ne sont pas des États mais des entreprises. Celles-ci constituent l'institution dominante de notre temps et, insistons, elles se sont même vu accorder des droits qui vont parfois au-delà des droits reconnus aux individus. Selon le beau mot de Chomsky, elles sont des «tyrannies privées».

Or toutes ces mutations sociales et économiques que j'ai décrites sommairement étaient difficilement concevables sans une longue et patiente préparation des esprits. La plupart de mes contemporains pensent, par exemple, vivre dans une économie de marché, ce qui est hautement risible. Pour arriver à un tel résultat, de nombreux groupes de pression, de réflexion, de Think Tanks ont joué ici un rôle crucial. La personne qui, au Canada, ne sait pas, par exemple, ce qu'est le Conseil canadien des chefs d'entreprise et ne connaît pas son président Tom D'Aquino ignore un acteur tout à fait majeur de notre vie collective depuis des années. Les médias, de même, sont déjà, dans une large mesure, sous l'emprise des corporations auxquelles ils appartiennent et jouent un rôle fondamental dans la préparation et l'adaptation des esprits aux nouvelles réalités. Tout cela, comme les entreprises, échappe largement à la connaissance du public

et à tout contrôle démocratique. L'école, l'université sont désormais envahies et transformées dans leur mission et dans leurs valeurs constitutives par les mêmes forces, pour les mêmes raisons et avec les mêmes objectifs.

C'est à propos de ce monde que je veux chercher à cerner ce qu'il convient d'entendre par la responsabilité des intellectuels. Pour bien faire comprendre ce que cette question engage à mes yeux, je reprendrai une image à Michael Albert⁴. Imaginons qu'un dieu, las de la folie des hommes, fasse en sorte que, dans tout cas de mort qui n'est pas naturelle, tout cas de mort qui résulte de décisions humaines contingentes, le cadavre de la personne ne se décompose jamais et qu'il ne soit pas enterré, mais qu'il soit mis à bord d'un train qui circulera indéfiniment autour de la planète. Un par un, les corps s'empileraient dans les wagons, à raison de 1 000 par wagon; un nouveau wagon serait rempli toutes les cinq minutes.

Corps de gens tués dans des guerres; corps d'enfants non soignés et morts faute de médicaments qu'il coûterait quelques sous de leur fournir si était aboli ce TRIP (*Trade-Related Intellectual Property*) imposé par les États et les tyrannies pharmaceutiques — lesquelles sont d'ailleurs en partie subventionnées par le public — et destiné à protéger leurs pratiques oligopolistiques; corps de gens battus, de femmes violées, d'hommes morts de peur, d'épuisement, de faim, de soif, morts d'avoir du travail, morts de n'en pas avoir, morts d'en avoir cherché, morts sous des balles de flics, de soldats, de mercenaires, morts au travail, morts d'injustice. L'expérience, commencée le 1er janvier 2000, nous donnerait un train de plusieurs centaines de kilomètres de long dix ans plus tard. Sa locomotive serait à New York pendant que son wagon de queue serait loin dans le sud du pays.

Quelle est la responsabilité des intellectuels devant ce train-là ? C'est la question qui m'intéresse.

Mais d'abord, qui sont ces intellectuels? Je voudrais être très précis ici. Je vais en effet dire des choses très dures sur les intellectuels, mais elles ne valent pour eux qu'au sens où ma définition les désignera.

⁴ M. Albert, *Stop the Killing Train*, Boston, South End Press, 1993.

Quand je parle de la «responsabilité des intellectuels», j'ai en tête la responsabilité qui incombe à une classe particulière de gens lorsqu'ils se penchent sur un certain nombre de questions spécifiques. Et uniquement ceux-là quand il s'agit de ces questions. Par ailleurs, je dois dire tout de suite que je laisserai ici de côté bien des dimensions de cette question de la responsabilité des intellectuels. Par exemple, je ne dirai pas grand-chose de la question de savoir s'il est ou non de leur devoir (et si oui, pourquoi, en quel sens et avec quelles visées) d'assumer les responsabilités que j'examinerai; de même, il y a certainement des responsabilités des intellectuels autres que celles dont je vais traiter ici et sur lesquelles je ne dirai rien: les responsabilités contractuelles d'un enseignant; celles du savant envers les organismes qui le subventionnent, etc.

Cette classe de gens n'est sans doute pas définie avec une précision mathématique, pas plus que ces problèmes auxquels on fait référence. Mais on peut raisonnablement convenir que le fait d'exercer ses facultés mentales ne suffit pas à définir l'appartenance à la classe des intellectuels; après tout, il n'est pas réservé à une élite de penser, et les facultés intellectuelles sont utilisées dans diverses activités qui vont de la réparation d'une bicyclette à la résolution de problèmes de mathématiques et à la conception d'une expérience scientifique. Or ces activités ne sont pas typiquement ce à quoi l'on pense quand on cherche à préciser ce qu'est la responsabilité propre des intellectuels. Qui sont-ils, alors? Cette classe est celle dont les membres, dans leurs activités habituelles, font tout particulièrement, voire presque exclusivement, usage des facultés intellectuelles: le physicien, l'éditorialiste, le professeur d'université, l'artiste, le savant sont typiquement ceux que l'on a en tête ici. Mais notez bien qu'on ne pense pas alors au physicien en tant qu'il fait de la physique, ou à l'artiste en tant qu'il peint une toile et ainsi de suite; c'est que les intellectuels, dans l'expression «responsabilité des intellectuels», se caractérisent aussi par la catégorie bien particulière d'objets et de problèmes dont ils traitent. Pour aller rapidement à l'essentiel, disons qu'il s'agit de questions qui relèvent notamment du politique, du sens de notre vie commune, des questions qui y sont débattues, des choix qui y sont faits, etc. Les intellectuels, au sens où ce mot est entendu dans l'expression «responsabilité des intellectuels», sont donc tous ceux qui, ayant des activités intellectuelles dans une sphère donnée (en tant qu'artistes, savants, chercheurs...), interviennent dans la

sphère publique et commune où se débattent et se discutent des questions comme celles que j'ai évoquées.

La distinction que je suggère me semble triviale et, s'il est vrai qu'elle n'est pas d'une précision mathématique, elle me paraît demeurer valable, utile et non controversée, au moins dans un très large éventail de cas. Fallait-il ou non intervenir au Kosovo l'an dernier? Voilà sans l'ombre d'un doute une question qui appartient à la catégorie des problèmes qui sont discutés dans les débats au sujet de la responsabilité des intellectuels. La démonstration du dernier théorème de Fermat, dont on m'assure qu'elle tient le coup, est-elle ou non valide? À supposer qu'elle se pose — je n'en ai aucune idée —, cette question n'est pas de celles dont la discussion relève de cette même catégorie, bien que le sujet et sa discussion soient éminemment intellectuels, cette fois au premier sens du terme.

Poser la question de la responsabilité des intellectuels, c'est donc chercher à déterminer ce qu'il est moralement souhaitable et pratiquement possible d'espérer de ces gens dont l'essentiel de l'activité réside dans des tâches faisant appel à la pensée, ce qu'il est moralement souhaitable et pratiquement possible de leur demander quand ils exercent leurs facultés à propos de ces questions relevant du politique, du sens de notre vie commune, des choix qui y sont faits, et ainsi de suite.

La réponse à cette question, la réponse élémentaire, banale, minimale et suffisante dans une très large catégorie de cas, est celle que propose, par exemple, Noam Chomsky quand il écrit:

À une minorité privilégiée, les démocraties occidentales offrent le loisir, les ressources ainsi que la formation permettant de rechercher la vérité derrière le voile des distorsions et des fausses représentations, de l'idéologie et des intérêts de classe à travers lesquels les événements de l'histoire qui se déroule nous sont présentés. La responsabilité des intellectuels, dès lors, est plus profonde que ce que Dwight Macdonalds appelle les responsabilités du peuple, compte tenu de ces privilèges uniques dont les intellectuels jouissent. Il est de la responsabilité des intellectuels de dire la vérité et de débusquer les mensonges⁵.

⁵ N. Chomsky, *American Power and the New Madarins*, New York, Penguin Books, 1969, p. 257.

À mes yeux, l'essentiel est dit.

Les intellectuels, si et quand ils choisissent de sortir de la sphère de l'activité spécialisée qui les définit comme intellectuels pour intervenir dans les enjeux sociaux et politiques, devraient examiner le monde dans le respect des normes qui régissent leurs activités habituelles: honnêteté, recherche de la vérité, objectivité, etc.; refusant tout à la fois l'indifférence et le moralisme abstrait, ils devraient s'efforcer de conserver le minimum de décence morale qui les définit comme êtres humains et aborder les problèmes importants parce que lourds de conséquences et parce qu'il est possible, avec l'aide du public auquel ils s'adressent, de les résoudre; ils devraient enfin tâcher de communiquer ce qu'ils ont compris, et plus spécialement de le communiquer clairement à ceux que cela concerne, notamment, encore une fois, parce que ce qui est en cause les affecte fortement et qu'ils sont en mesure de le changer.

Bon nombre de ces conditions sont le plus souvent remplies par la plupart des êtres humains dans leurs activités ordinaires. Elles se trouvent, par exemple, réunies dans une bonne émission de radio ou de télévision dans laquelle on discute de sport. Les gens s'y efforcent, entre autres, d'être rationnels, veillent à ne pas se contredire, évitent de faire référence à des choses qui ne se rapportent pas au sujet, tentent de réunir de l'information pertinente quant à la discussion du sujet abordé, de fournir des arguments, d'en débattre dans une langue compréhensible, etc.

Ces conditions sont aussi remplies par bien des intellectuels quand ils se livrent à certaines de leurs activités habituelles. C'est impérativement le cas dans ces disciplines qui ont un véritable contenu intellectuel. Le physicien, par exemple, ne peut pas ne pas s'y plier quand il fait de la physique et tout manquement à cet égard l'exclut de la communauté scientifique.

Ma conviction est que ces conditions sont très rarement remplies par les intellectuels lorsqu'ils abordent ces questions qui sont au coeur des débats sur leurs responsabilités. Si j'ai raison en cela, et étant donné que des champs entiers de la vie intellectuelle, des disciplines entières de la vie universitaire sont vouées en tout ou en partie à l'examen de questions qui engagent les responsabilités des intellectuels, il s'ensuit aussi que, dans une

large mesure, des pans entiers de la vie intellectuelle ne s'élèvent pas au niveau des *Amateurs de sports*⁶.

*

Cette dernière affirmation, je le sais bien, apparaîtra comme scandaleuse. Je la pense pourtant en grande partie exacte et je suis convaincu que sa part de vérité est cruciale. Des disciplines comme la science économique, par exemple, pour autant qu'elles concernent les questions dont je traite ici, sont dans une large et significative mesure une entreprise de justification de l'ordre établi. De même, la célèbre affaire Sokal a démontré de manière très convaincante que des pans entiers de la vie de l'esprit pouvaient se fonder sur la fraude et l'imposture intellectuelles⁷. Tout cela n'est d'ailleurs pas tellement étonnant. C'est qu'à s'en tenir aux normes intellectuelles ordinaires, au moins à celles qui prévalent largement dans la vie quotidienne, à celles qui prévalent dans les disciplines ayant un contenu intellectuel véritable, on découvre bien vite, comme le dit Chomsky dans la citation en exergue à cet article, qu'on ne sait que peu de choses et, plus encore, que ce peu de choses n'a, trop souvent hélas! qu'un rapport ténu avec les problèmes et les questions à propos desquels les intellectuels doivent se montrer responsables. La notion de marché élaborée par l'économie, par exemple, n'a que peu de rapport avec le monde dans lequel on vit, n'est que de peu d'utilité pour décrire et comprendre ce qui se passe dans ce monde. En fait, il arrive plus souvent que les savoirs, modestes et limités, dont nous disposons pour penser le monde des affaires humaines et pour aborder la plupart des difficiles problèmes qu'il nous pose, que ces savoirs, donc, n'aient qu'un intérêt et une pertinence fort ténus pour traiter de ces problèmes. Prendre acte de cela devrait amener à une très grande modestie et placer les intellectuels dans la situation qui est celle de la plupart des gens engagés dans des activités pratiques et s'efforçant de s'informer, de juger au mieux, de faire preuve de prudence. Mais cette conclusion est inadmissible pour bon nombre d'intellectuels et elle ne constituerait pas une justification acceptable des privilèges qui leur sont consentis. Il vaut donc mieux, quitte à ce que cela soit largement faux, prétendre disposer d'un savoir décisif, profond, et, bien entendu, inaccessible au commun des mortels. Dans ce dessein, diverses avenues sont possi-

⁶ Tribune radiophonique montréalaise consacrée aux sports.

⁷ A. D. Sokal et J. Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Paris, Odile Jacob, 1997.

bles, qu'empruntent allègrement bien des secteurs de la vie intellectuelle, par quoi elle ressemble à de la sorcellerie⁸. L'affaire Sokal a récemment mis en évidence quelques-uns des procédés couramment utilisés dans le recours à la science comme instance de légitimation. Je suis pour ma part frappé — mais je n'ai pas la place pour développer ici cette idée — de l'existence et de l'efficacité de ces subtils mécanismes de régularisation institutionnelle qui font que, de l'intérieur même de ces disciplines à haute portée idéologique, diverses questions et divers problèmes sont tout simplement évacués. En fait, pour être franc, je pense qu'être formé dans certaines disciplines (sociologie, politique, éducation, etc.), c'est, en partie au moins, avoir assimilé cet ensemble de normes et de valeurs par lesquelles on adhère à une vision du monde et de la vie intellectuelle en vertu de laquelle il est permis de débattre certaines questions et interdit d'en agiter d'autres. Orwell a écrit quelque part qu'un animal bien dompté saute dans le cerceau dès que claque le fouet, mais qu'un animal parfaitement dompté n'a plus besoin du fouet. Un intellectuel bien éduqué est celui qui n'a pas besoin de se faire rappeler qu'il y a des sujets dont il ne conviendrait pas de parler.

Bien loin de reconnaître la modestie du savoir dont ils disposent, les intellectuels parlent donc souvent comme s'ils disposaient d'un savoir profond, incontournable et décisif; loin de s'adresser à ceux que concerne le sujet dont il parlent, ils se parlent entre eux; loin de s'efforcer d'être compris, ils s'expriment dans une langue souvent ésotérique et obscure. Ces intellectuels ont parfaitement compris ce qui assure d'obtenir des privilèges parfois importants et ce qui garantit qu'on n'y ait pas accès.

Intellectuellement parlant, les résultats sont souvent risibles.

Pour en rester à des productions récentes, plusieurs intellectuels (français, notamment) semblent soutenir qu'un résultat mathématique très abstrait et plutôt difficile à démontrer, le théorème de Gödel, constitue une clé déterminante pour aborder nos problèmes politiques et sociaux⁹. Je dis

⁸ S. Andreski, *Les sciences sociales: sorcellerie des temps modernes*, Paris, PUF, 1975.

⁹ R. Debray, «L'incomplétude, logique du religieux?» *Bulletin de la Société française de philosophie*, janvier-mars 1996; J. Derrida, *Limited, inc.*, Paris, Éditions Galilée, 1990. Pour une liste et une critique salutaire de ceux qui frayent avec cette idée, voir: J. Bouvresse, *Prodiges et vertiges de l'analogie*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 1999.

bien «semblent soutenir» parce que je dois l'avouer: je suis à peu près incapable de comprendre ce que racontent ceux qui avancent de telles idées ou encore le lien qu'ils établissent entre ce théorème et les conclusions auxquelles ils aboutissent.

Quoi qu'il en soit, à en croire ces gens, il serait de ma responsabilité, si je souhaite comprendre le monde dans lequel je vis et contribuer à diminuer les souffrances que j'y découvre, de me précipiter sur le théorème de Gödel et surtout d'étudier ce qu'en disent Régis Debray ou Michel Serres. Je ne le ferai pas, bien entendu. Ce que je sais du théorème de Gödel en fait m'incite à penser qu'il y a bien peu de chances pour que cela ait un quelconque rapport avec les questions qui m'intéressent quand je m'efforce d'assumer mes responsabilités d'intellectuel; ce que j'ai lu de Debray ou de Serres m'a amplement suffi pour conclure que je perdrais très probablement mon temps à ces lectures. Mais notez ici combien est à présent malaisée ma position dans la mesure où c'est moi qui dois me justifier de mon refus de prendre en compte ce que je considère comme des sottises, c'est moi qui suis sommé de justifier ce jugement, et ainsi de suite. Pour être honnête et exhaustif, il faudrait ici des pages et des pages d'argumentation. Jacques Bouvresse a eu la grande patience de démontrer quelques-unes de ces étranges constructions qui affirment l'importance capitale du théorème d'incomplétude pour les questions sociales et politiques¹⁰. Je lui lève mon chapeau. Je n'ai ni le goût ni la force d'entreprendre un tel travail, qui me semble de surcroît à peu près inutile, inutile pour la même raison qui fait que je n'ai rien à dire à des gens qui discutent de la couleur de l'aura des fantômes. Je n'ai donc nullement l'intention, non pas d'étudier les théorèmes de Gödel, qui sont réellement une percée intellectuelle passionnante, mais de lire ce que ces gens-là (Debray, Serres ou d'autres du même tonneau) en racontent. Et je ne pense pas que ces carences manqueront cruellement à ma compréhension du monde dans lequel je vis.

Tout près de nous, un intellectuel québécois¹¹ soutient pour sa part que le relativisme, entendu en divers sens du terme — mais je n'ai pas tout

¹⁰ J. Bouvresse, *ouvr. cité.*

¹¹ L. Olivier, *Le savoir vain: relativisme et désespérance politique*, Montréal, Liber, 1998. J'ai passé un certain nombre d'années à étudier la logique formelle, à pratiquer

compris là non plus et je ne pense pas qu'on puisse comprendre ce que ce monsieur raconte —, permet de conclure que, sur le plan politique, il n'y a rien à faire, et surtout pas essayer d'améliorer le monde dans lequel on vit. Il faudrait ici encore plusieurs centaines de pages pour redresser tout cela et je n'ai ni le temps ni la force de m'atteler à une telle tâche, au demeurant elle aussi à peu près inutile. On hésite: faut-il rire ou pleurer? Pour reprendre une image à Voltaire, mes contemporains marchent, la nuit, dans une sombre forêt et n'ont que la petite bougie de la raison et de l'empathie pour se guider. Or voici que des intellectuels, de manière plus marquée encore depuis trois décennies, leur suggèrent de l'éteindre et leur assurent que, s'ils le font, ils y verront bien mieux¹².

On pourra penser qu'il serait intéressant et souhaitable de demander leur avis aux gens qui subissent l'institution de notre monde sur cette étrange idée qu'il ne faut surtout pas essayer de les changer. Mais l'opinion de ces gens n'est pas une chose dont les intellectuels tiennent volontiers compte. En fait, il est une autre conviction largement répandue chez nos élites et chez bon nombre d'intellectuels, à savoir que le commun des mortels ne peut comprendre que ce que Reinhold Niebuhr appelait «des dogmes justes, des symboles et des sursimplifications émotionnellement efficaces» et des «illusions nécessaires¹³.» Il suffira donc peut-être de dire aux parents des enfants de Montréal qui ont faim qu'un mathématicien de génie a démontré que si l'on cherche à améliorer leur sort, on l'empirera. En fait, ce sont précisément des intellectuels qui ont pensé, conçu et mis en œuvre les techniques modernes de propagande et construit les théories du rôle des médias et des firmes de relations publiques sur lesquelles elles se fondent¹⁴. Comme le rappelle Chomsky¹⁵, dans une des toutes premières éditions de l'*Encyclopedia of Social Sciences*, parue dans les années trente,

l'épistémologie; je pense être un intellectuel et habiter sur une planète qui s'appelle la Terre. Je ne reconnais rien de tout cela dans le livre de M. Olivier.

¹² À propos de l'attaque contre la rationalité menée par diverses tendances récentes de la vie intellectuelle et universitaire, le meilleur ensemble de textes reste, selon moi, le dossier des *Z Papers* consacré à ce sujet. On le trouvera intégralement à l'adresse suivante: <http://www.zmag.org/ScienceWars/index.htm>.

¹³ Cité par N. Chomsky, dans M. Achbar, *Manufacturing Consent. Noam Chomsky and the Media*, Montréal, Black Rose Books, 1995. p. 42.

¹⁴ N. Chomsky, *Media Control: The Spectacular Achievements of Propaganda*, New Jersey, Open Magazine Pamphlet Series, 1991.

¹⁵ *Ibid.*

Harold Laswell, un des précurseurs des programmes de recherche sur les médias, explique très typiquement qu'il ne faut pas succomber à ce qu'il nomme le «dogmatisme démocratique», c'est-à-dire à cette idée que les gens ordinaires sont en mesure de déterminer eux-mêmes leurs besoins, leurs intérêts et qu'ils seraient, par conséquent, capables de décider eux-mêmes ce qui leur convient. Pour Laswell et ses semblables, une élite, à laquelle ils ont sans aucun doute la certitude d'appartenir, doit décider pour la multitude. L'ennui, poursuit Laswell, c'est que nous sommes en démocratie et qu'il est impossible de contrôler la populace par la force. Heureusement, Laswell et les intellectuels ont une solution toute prête à proposer: si l'on ne peut soumettre la populace par la force, on peut en revanche parfaitement bien la contrôler par l'opinion. Il y a bien ici une conception de la société et de la démocratie qui est mise en jeu, ainsi qu'une conception des médias et plus généralement de la vie intellectuelle qui leur correspond tout à fait. Et cette conception particulière de la démocratie laisse une place à l'activité propre des intellectuels, leur assigne un rôle et des fonctions que bon nombre d'entre eux peuvent se glorifier d'assumer pleinement.

Parmi les stratégies de légitimation utilisées par les intellectuels, une place à part doit être crucialement faite à celle que j'évoquais plus haut et qui consiste à arguer de la possession d'un savoir assurant à son détenteur une perspective privilégiée sur l'ordre des choses et qui permet, éventuellement, de prescrire ce qui doit être. De ce point de vue, ce qui me frappe très souvent quand je lis des textes d'intellectuels, c'est justement ce que je propose d'appeler leur artificialité théorique. Cela est très particulier et je voudrais m'attarder un peu. Tout me paraît se passer comme ceci. Un minimum de faits, de données sont évoqués, parfois maladroitement, et ils autorisent aussitôt de longs et altiers envols vers les sphères de la supposée (profonde) «théorie». Bien vite, il me semble, il n'est plus question ni du monde, ni de faits, ni de problèmes, mais, et ce presque exclusivement, d'abstractions, d'auteurs et de théories qui n'ont plus qu'un rapport ténu avec quoi que ce soit. Je sais bien que, même si j'insiste pour dire que ce que j'avance ici ne procède aucunement d'une aversion pour la théorie (mais alors, il faudrait s'entendre sur ce que ce mot recouvre...), la vie intellectuelle, les idées, la réflexion, etc. ou d'un refus de tout cela, on me taxera d'anti-intellectualisme; je ne peux que rétorquer qu'il me semble que c'est précisément ce que je dénonce qui est anti-intellectuel. Pour

mieux me faire comprendre, voici néanmoins un exemple de ce que j'essaie d'expliquer, un exemple qui me paraît paradigmatique.

Un sociologue «de gauche», à un récent lancement auquel j'assistais (et comme il s'agit de propos non consignés par écrit, je tairai son nom) parlait de la «mondialisation». Aucune donnée ou presque dans son discours qui juxtapose des références à Spinoza, Hegel et d'autres (devant un auditoire largement composé d'étudiants qui n'en connaît probablement rien, mais qui sera persuadé du contraire si sa formation est du même tonneau que ce à quoi j'assistais...). L'orateur oscille entre prophétisme catastrophique et moralisme abstrait, traite savamment de praxis transformationnelle, etc. En cours de route, il donne un chiffre, le seul qui sera mentionné, un des très rares faits qui sera nommé. «Depuis que j'ai commencé à parler, dit l'orateur, 2000 enfants irakiens sont morts.» Il parle depuis vingt minutes, mais il veut dire une heure, sans doute, et c'est du moins cette version qu'on entend parfois: 2000 enfants irakiens meurent chaque heure à cause de l'embargo américain. L'auditoire est composé d'étudiants, certes, mais aussi de professeurs et, donc, d'intellectuels. Personne ne tique. Pourtant, et sans nier le caractère totalement abominable du crime contre l'humanité commis par les États-Unis en Irak, qui a bel et bien fait des centaines de milliers de victimes (plus d'un million de morts, très vraisemblablement), une minute de réflexion indique qu'à 2000 enfants morts à l'heure l'Irak perd 17 520 000 enfants par an. Et ce depuis neuf ans. Ce qui est vraiment beaucoup pour un pays un peu plus de 20 millions d'habitants...

Mais l'absurdité de cette donnée est inaudible dans le contexte où elle est citée; seul compte le saut quantique vers la théorie. Et c'est peut-être dans cette perspective que peut se comprendre le rapport au langage très particulier qu'entretiennent volontiers certains intellectuels, l'attrance pour ce langage abscons et abstrait qui donne l'illusion de la profondeur et immunise contre les faits. En tout cas, on peut déduire de ce que je viens de dire en quoi peut consister l'antidote à de telles pratiques, celui qu'évoquait plus haut Chomsky: traduisez en langage simple ce qui est dit pour en éprouver la pertinence. Et voyez ce que vaut ce qui est avancé, une fois dépouillé de ses inutilement abstraits et faussement théoriques atours. Voyez si ce qui est dit est trivial ou non, délirant ou non, connu d'avance ou non; voyez si cela repose ou non sur des principes nouveaux et riches

permettant une compréhension et une intelligence des problèmes allant au-delà des truismes ou des banalités. Ou encore, attribuez à un quidam les formulations et les idées supposées profondes et cruciales de Hegel ou de Spinoza évoquées et invoquées, puis jugez-en. Sans nier que la réponse à toutes ces questions puisse parfois être positive, le plus souvent, à mon sens, le terrorisme anti-intellectuel qui s'exerce dans le langage n'a pas plus de sens qu'il n'a de raison d'être si ce n'est d'interdire la discussion. Et je suis très frappé par le fait qu'il soit possible de traduire en langage compréhensible des choses aussi difficiles que la physique quantique, mais que personne n'ait à ce jour réussi à m'expliquer tant de grandes «théories» des sciences sociales et des humanités ou, pis, leur pertinence pour examiner un certain nombre de questions et de problèmes que je trouve importants et pour lesquels je m'efforce d'assumer mes responsabilités d'intellectuel.

*

La stratégie que j'ai examinée ici consiste donc à arguer de la possession d'un savoir assurant à son détenteur une perspective privilégiée sur l'ordre des choses et qui permet, éventuellement, de prescrire ce qui doit être. Voici, par exemple, comment un intellectuel contemporain, au Québec, formulait récemment cet ensemble d'idées:

[...] l'intellectuel, dans notre civilisation, grâce à la culture et singulièrement grâce à la littérature, [...] a pris le relais des prophètes. [...] [il] définit, pour le présent, la valeur de l'héritage culturel, [...] sa méditation sur la statuare égyptienne ou les *Pensées* de Pascal, autorise un écrivain à se mêler des affaires du monde, à engueuler le tyran, à reprocher au peuple sa légèreté, son aveuglement, sa bêtise¹⁶.

On pouvait demander à Platon de quel savoir il s'autorisait pour assurer que l'oligarchie intellectuelle qu'il proposait était supérieure à la démocratie alors défendue par les sophistes. Platon avait des réponses; on peut ne pas les aimer et les trouver terriblement déficientes aussi bien sur le plan intellectuel que sur le plan moral, ce qui est mon cas, mais au moins il avait des réponses. Devant les idées de cet intellectuel québécois, il y a cependant lieu de penser qu'avec les années la thèse auto-glorificatrice des

¹⁶ J. Larose, «Couper/coller», *Argument*, vol. 2, no 1, 1999, p. 59.

intellectuels s'est beaucoup affadie. Car enfin: en quoi la connaissance de la statuaire égyptienne ou des *Pensées* de Pascal autorise-t-elle tout ce qu'on nous assure qu'elle autorise: engueuler le tyran, etc.? On peut fort bien être le plus grand expert au monde en matière de statuaire égyptienne et être aussi un grand ami du tyran, et il n'y a entre ces deux états aucune incompatibilité, loin de là, si j'ose dire. On peut tout à fait connaître la littérature et même l'enseigner et être du côté des tyrans. Dans son texte, Jean Larose, puisque c'est lui l'intellectuel dont je parle, se contente de répéter, sur ce ton hautain et pompeux qu'affectionnent les intellos, que la «haute» culture fonde chez qui la possède une perspective permettant de juger du point de vue de l'héritage humaniste le monde dans lequel on vit et, donc, de dire leur fait aux puissants. Je tiens à le noter ici, Larose, comme d'autres, a avec raison sévèrement dénoncé l'inanité des ces «sciences» de l'éducation, mais une dimension de la question me semble lui échapper: que les pratiques éducatives sont (*a priori*) sous-déterminées par les savoirs supposés scientifiques par lesquels les sciences de l'éducation prétendent les réguler. Il y a sans doute une explication à cette carence de son argumentation: le dire conduirait à reconnaître que l'argument vaut aussi pour ce par quoi Larose et consorts aspirent à remplacer ces inénarrables «sciences». On ne résout pas les problèmes de l'éducation par le seul recours aux théories psychologiques de l'apprentissage, mais le laisser croire est une stratégie argumentative et institutionnelle qui fonde et légitime la pratique de l'expert en «sciences» de l'éducation; on ne les résout pas plus par le seul recours à l'«héritage humaniste», mais le laisser croire est une stratégie argumentative et institutionnelle qui fonde et légitime la pratique de l'expert en «héritage humaniste».

Le plus drôle, mais je n'ai pas du tout envie de rire, est que notre auteur aboutit alors à cette conclusion que la menée de l'OTAN au Kosovo, qui se déroule pendant qu'il prononce cette conférence sur la responsabilité des intellectuels, est une guerre humaniste et de compassion, une juste nécessité.

À ce moment-là — nous sommes le 13 mai 1999 —, des informations étaient déjà disponibles qui, si elles obligeaient à reconnaître sans l'ombre d'un doute que le gouvernement de Milosevic était bel et bien coupable

d'atrocités, interdisaient qu'on puisse, à moins de dénaturer le mot, parler de génocide pour décrire ce qui se passait au Kosovo.

Elles permettaient de savoir que l'accord de Rambouillet avait été rédigé comme si l'on avait délibérément cherché à obtenir de Milosevic un refus de signer. Elles permettaient encore de savoir que le Parlement serbe avait fait une contre-proposition à cet accord, qui pouvait relancer la négociation — et on sait aujourd'hui qu'elle est justement très proche de l'accord signé à la fin de la guerre.

Ces informations, encore une fois aisément accessibles à l'époque, autorisaient à mettre sérieusement en doute l'opération en cours, en permettant d'affirmer comme raisonnablement probable que celle-ci accentuerait les atrocités qu'elle prétendait arrêter — ce qui fut le cas — et qu'elle en créerait de nouvelles — ce qui est aussi le cas actuellement, il suffit pour s'en convaincre d'examiner le sort réservé aux minorités dans le Kosovo «libéré».

Elles invitaient, enfin, au strict minimum, à se méfier de l'information fournie par l'OTAN et incitaient à refuser de donner un trop grand crédit à l'essentiel de son argumentation. Or voilà: durant tout le conflit, nous n'avons essentiellement eu droit, dans les grands médias, qu'à la propagande de l'OTAN¹⁷. Pour m'en tenir à cet exemple, juste avant et pendant la guerre, on nous disait que 500 000 Kosovars albanais manquaient à l'appel; puis, on parla de 100 000 disparus. La guerre finie, on fait plutôt état de 10 000 morts. Les premières fouilles sérieuses ont mis au jour les corps d'un peu plus de 2 000 personnes — ce qui constitue certes un immense drame, mais sans commune mesure avec d'autres que nous permettons qu'ils soient commis ou à la réalisation desquels nous participons et dont il ne convient donc pas de parler — , qui ne sont pas toutes des victimes des Serbes, mais qui seraient, pour certaines au moins, mortes du fait de l'intervention. Pis: il se pourrait que l'intervention de l'OTAN ait fait un nombre peut-être comparable de victimes. À l'heure qu'il est, après que ces révélations dramatiques eurent occupé la lointaine page G12 de nos quotidiens, on ne parle carrément plus du nombre de

¹⁷ Voir, par exemple, S. Halimi et D. Vidal, *L'opinion, ça se travaille. Les médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo*, Marseille et Montréal, Agone et Comeau-Nadeau, 2000.

morts. On ne parle presque plus du Kosovo. On ne parle surtout plus de la couverture qui en a été faite.

Compte tenu des informations dont disposaient alors les populations, leur appui aux frappes de l'OTAN a constitué une réaction normale et compréhensible. Mieux, et au fond, c'est bien plutôt le fait qu'une part non négligeable du public s'est opposée, pour les bonnes raisons (et en particulier tout en reconnaissant que le gouvernement de Milosevic était coupable d'atrocités), aux frappes de l'OTAN qui constitue un événement remarquable. Mais ce qui pose un problème réel et grave, c'est le comportement, le sérieux et l'honnêteté de nos médias, de nos journalistes, de nos intellectuels.

Aujourd'hui, un an plus tard, alors que tant de faits sont désormais connus et établis qui contredisent la version officielle et donnent à penser que nous avons, dans une large mesure, été soumis à une opération de propagande, on voudrait tant que nos grands intellectuels et nos grands journalistes reviennent sur le sujet.

Mais il n'y a que peu de chances pour que l'on revienne, collectivement, sur notre meurtrier aveuglement. Certes, si nous vivions dans une société... je ne dirai pas saine mais simplement un peu plus saine, nous mettrions tout en œuvre pour dresser un bilan et tirer des leçons de tout cela. Nous verrions apparaître dans nos journaux des cahiers spéciaux dans lesquels les journalistes examineraient leurs écrits du temps de guerre, qui seraient republiés *in extenso*; on reviendrait, à la radio, à la télé, dans les colloques et les revues sur ce qui a été dit, sur ce qui n'a pas été dit, sur ce qui a été caché sciemment ou non.

Mais si nous vivions dans une société capable de faire cela, ce serait une société pour laquelle l'information, l'éducation, les médias et, au fond, la vie intellectuelle ont pour fonction d'éclairer des gens appelés à prendre part à la vie démocratique. Il est donc fort peu probable qu'il nous soit donné d'assister au spectacle que je viens d'imaginer. Et ce n'est pas demain la veille que l'un de nos grands quotidiens nous offrira un cahier spécial intitulé «Comment nous avons servi de porte-voix à l'OTAN», ou «Pourquoi nous ne vous avons pas expliqué l'accord de Rambouillet quand

il était urgent de le faire», ou encore «Pourquoi la proposition du Parlement serbe a été occultée».

*

L'article de Larose s'efforce de lier la crise au Kosovo à celle de l'éducation, qui est, selon lui, une crise de l'héritage dont la guerre au Kosovo est à la fois, si j'ai bien compris, l'aboutissement et l'amorce de la possible résolution. Mais bien plus que cette bouillie aussi insipide qu'indigeste, ce qui est frappant dans cet article, c'est la reprise de tant de ces thèmes alors en circulation dans la propagande. Le 24 avril, Tony Blair publie un texte intitulé «Une nouvelle génération trace la ligne » et célèbre le fait que les soixante-huitards comme lui se lèvent enfin pour «les valeurs»; Larose reprend, le 13 mai: le Kosovo, c'est «la première guerre conduite par les hommes et les femmes de ma génération, celle de mai 68¹⁸. Blair, comme tant d'autres en même temps, chante une nouvelle ère caractérisée par un «nouvel internationalisme dans lequel la répression brutale de tout un groupe ethnique ne sera plus tolérée»; Larose souligne «ce que cet événement [la guerre au Kosovo] change[ait] dans l'histoire¹⁹». Les références à la guerre froide ont été nombreuses pendant le carnage. L'intellectuel de service à la Sécurité nationale des États-Unis, Anthony Lake, expliquait ainsi dans les journaux que si, «durant tout la guerre froide, nous avons contenu une menace globale pour les démocraties de marché», enfin, «nous pouvions consolider la victoire du marché et de la démocratie». Les journaux ont abondamment repris cette idée que, la guerre froide étant terminée, l'heure de la «défiance, de l'indolence» avait passé et que celle de l'interventionnisme militaro-humanitaire avait enfin sonné²⁰. Larose reprend: «Après la chute du mur de Berlin, en 1989, la fin de l'humanisme a paru se précipiter mais pour des raisons obscures²¹»; «la guerre froide nous a brouillé la vue²²»; mais voici «les conditions d'une nouvelle Renaissance²³».

¹⁸ J. Larose, art. cité, p. 63.

¹⁹ *Ibid.*, p. 56.

²⁰ Pour d'autres exemples, voir N. Chomsky, *The New Military Humanism. Lessons from Kosovo*, Vancouver, New Star Books, 1999, p. 1-23.

²¹ J. Larose, art. cité, p. 62.

²² *Ibid.*, p. 63.

²³ *Ibid.*, p. 62

Cette guerre humanitaire, juste, on l'a souvent qualifiée de «sainte» dans la propagande, la considérant comme un moment historique dans les affaires humaines, une «sainte flamme» (*saintly glow*) qui brille et que chacun peut contempler. Larose n'y a pas manqué, qui parle des «crucifiés de la nouvelle religion humaine», du «peuple du Livre», de l'«agonie du Christ». Enfin, la moindre des ironies n'est pas de constater à quel point le chanfre du passé, de l'héritage, de l'histoire semble faire preuve, page après page, d'une ignorance à peu près complète de l'histoire politique, économique et militaire de notre siècle.

Il faudrait au moins être George Orwell pour commenter tout cela et je suis pour ma part incapable de simplement dire comment on pourrait procéder, M. Larose et moi, pour avoir une discussion rationnelle sur le sujet dont il parle. Mais il n'y a guère de doute qu'il soit un grand intellectuel puisque toute discussion avec lui est impossible: on ne peut que l'admirer et envier ce précieux et inaccessible savoir dont il est le détenteur.

Comment lui faire comprendre ce qu'est un *non-sequitur*? Comment lui dire, gentiment, que les êtres humains qui ne sont pas des intellectuels, quand ils parlent de sujets communs et ordinaires, s'efforcent de ne pas se contredire eux-mêmes instantanément et qu'ils y parviennent généralement? Comment lui faire remarquer qu'il se contente d'ânonner les arguments de l'OTAN en leur donnant un vernis pompier, voire en allant plus loin que l'OTAN puisqu'il déplore le refus de nos foudres de guerre d'aller au sol? Comment discuter avec lui de ce qui s'est vraiment passé au Kosovo? En fait, j'ai toutes les peines du monde à imaginer que ce spécialiste de la littérature soit capable de simplement considérer qu'il existe une telle chose que des faits et qu'il peut être pertinent de les examiner dans une pareille discussion.

Du point de vue des normes intellectuelles, les *Amateurs de sports* constituent vraisemblablement, pour ce monsieur, un idéal inaccessible. Mais le plus troublant est sans doute que ces intellectuels dont je parle ne manquent jamais de reprocher au commun des mortels leur anti-intellectualisme. Je voudrais m'attarder un peu cette idée.

À mon sens, bien souvent, ce ne sont pas tant les idées, la vie intellectuelle ou la pensée que les gens n'aiment pas et rejettent, mais bien ceux qui les véhiculent. Et en cela, ils ont parfois bien raison. Mieux, et, pour le dire franchement, on trouve souvent bien plus de respect pour la vie de l'esprit et pour les valeurs intellectuelles parmi les gens ordinaires que chez les soi-disant intellectuels qui les dénigrent. Car enfin, et sans nier qu'il existe bien de l'anti-intellectualisme et de l'anti-rationalisme chez les gens ordinaires²⁴, qui, au bout du compte, est le plus respectueux de la vie de l'esprit? Cette cohorte de porte-voix des puissants qui, bien qu'ils aient le loisir et les compétences pour s'informer et réfléchir, ne s'élèvent pas au-delà de la plus vile propagande? Ces semi-lettrés de l'économie qui ne savent que répéter que le marché est bon et que le marché est beau? Les M.B.A.? Tous ces spécialistes des outils de gestion et de coordination sociales chez qui, de manière prépondérante, l'ignorance de la culture le dispute à son mépris? Ces universitaires qui adhèrent à des bêtises sans nom, qui se livrent à des activités intellectuellement insignifiantes ou qui travaillent dans des secteurs de supposée recherche dont l'idée même est une insulte à l'intelligence? Ces savants penseurs qui passeront leur vie à répéter ce que d'autres ont dit avant eux? Ces intellectuels qui tiennent Jacques Derrida pour un philosophe? Ces penseurs qui vénèrent Bernard-Henry Lévy ou Alain Finkielkraut? Ces postmodernes de tout poil qui clament l'équivalence de tous les récits, y compris celui de la science? Ces relativistes qui pensent que Gödel permet de démontrer qu'il ne faut surtout pas se battre contre les injustices et les horreurs qu'engendrent nos institutions et que tout effort en ce sens est voué à les aggraver? Certains de ces profonds théoriciens de la sémiologie, de ces profonds théoriciens de l'art, de ces profonds théoriciens (et chercheurs!) des sciences de l'éducation et de tant d'indescriptibles entreprises dont l'existence même demeurera jusqu'à mon dernier souffle un épais mystère? Les praticiens de ces nombreuses disciplines dont le contenu varie selon les pays, selon les universités dans le même pays, selon les professeurs dans la même

²⁴ Une remarque, ici. Les travaux d'Henri Broch, en France, montrent que le degré de croyance au paranormal est directement proportionnel au niveau d'études, avec, en outre, une pointe de plus chez les personnes travaillant en éducation. Il est vrai que lorsqu'on admet que Jacques Derrida est un philosophe, ou que Jean Larose est un intellectuel qui aide à penser la guerre au Kosovo, ou que le théorème de Gödel est une clé cruciale pour la compréhension du politique, on est mûr pour accepter n'importe quoi. Voir, à ce sujet, H. Broch, «Save our science. The struggle for reason at the University», *Skeptical Inquirer*, vol. 24, no 3, mai-juin 2000, p. 34-39.

université? Ces spécialistes des sciences politiques, aux États-Unis, qui n'étudient pour ainsi dire jamais les dossiers du Pentagone ou les liens qui existent, chez eux, entre les milieux d'affaires et les centres de décision? Ces spécialistes des sciences politiques, au Québec, qui n'étudient pour ainsi dire jamais les liens qui existent, chez nous, entre les milieux d'affaires et les centres de décision ou qui n'étudient jamais la criminalité de nos entreprises créatrices d'emplois? Le grand public américain qui considère, en majorité, que l'invasion du Vietnam fut un crime, une opération immorale, ou les intellectuels et les coordinateurs pour qui la présence américaine au Vietnam était un geste de générosité qui s'est, hélas! trop prolongé? Tel chauffeur de taxi de Montréal qui n'a jamais cru que la guerre au Kosovo puisse être autre chose qu'un acte d'agression ou Jean Larose qui y voit, exactement comme l'OTAN et parfois dans les mêmes termes que son appareil de propagande, une guerre humanitaire? Ce même chauffeur de taxi ou Bernard-Henry Lévy? Jean Baudrillard qui assure que la guerre du Golfe n'a pas eu lieu et qu'elle ne fut qu'une représentation? Ou le jeune Irakien qui a reçu un missile sur la gueule? Ou ces centaines de milliers de gens, en Irak, qui sont morts à la suite de l'embargo qui n'a sans doute jamais eu lieu et qui a suivi cette guerre qui n'a pas eu lieu? Le grand public, chez nous, qui demeure attaché à ce minimum de décence, de civilisation que constitue un système de santé universel et gratuit qui délivre des soins indépendamment de la capacité de payer ou tous ces bons intellectuels, journalistes, éditorialistes, fonctionnaires, bureaucrates, politiciens et autres salauds qui prônent le retour à la barbarie de la privatisation des soins de santé?

Fantômas se vantait de ses crimes; Savantas leur trouve des excuses, disait Prévert. Intellectus les justifie.

Pour ma part, j'ai plus d'une fois vérifié qu'on peut trouver plus de vie intellectuelle chez les gens qui ignorent jusqu'à l'existence de tous ces savants penseurs que je viens d'énumérer que chez ces derniers ou chez ceux qui les lisent, les commentent, les vénèrent.

De même, on trouve souvent chez les premiers bien plus de liberté dans l'exercice de la pensée, bien plus d'aptitude à l'autonomie de la réflexion, bien plus, surtout, de cette humanité et de cette empathie sans lesquelles la pensée est mutilée.

Ce qui, au demeurant, est tout sauf étonnant. Les intellectuels sont la première cible de la propagande que secrète notre monde et ils remplissent excellemment la fonction que les institutions dominantes leur confient en détournant l'attention du public des véritables enjeux qui le concernent, en le privant des moyens de se défendre, en aidant à formuler et à articuler les consensus des puissants.

Ils en retirent de grandes satisfactions et de grands avantages en termes de prestige, de pouvoir, d'argent, de colloques dans des lieux chic, et ainsi de suite.

Mais on peut aussi choisir de trahir, refuser de servir cette culture de la mort et du mensonge qui exige qu'on se mette sans réserve à son service. Il y a un prix personnel à payer pour ce faire; mais il y a aussi de grandes joies à en attendre.

*

**

Que devraient faire les intellectuels, ici et maintenant? Ce que je réponds à cette question se laisse, je pense, assez aisément déduire de ce qui précède.

Les intellectuels devraient aborder les questions politiques et sociales avec les normes et les valeurs intellectuelles qui prévalent dans leurs sphères d'activité, si tant est qu'elles en aient. Ce faisant, ils sont susceptibles d'apporter une contribution originale et spécifique à la discussion des problèmes dont ils traiteront; plus précisément, dans un monde largement dominé par des intérêts particuliers et à courte vue, ils introduiront dans les débats des perspectives à plus long terme et feront jouer l'effort pour tendre vers l'objectivité et l'universalité que récusent les intérêts corporatistes de toutes sortes. Ils devraient encore faire la preuve du caractère irremplaçable des contributions de la raison, du respect des faits, de l'honnêteté, de la clarté. Prenant acte du fait que les enjeux et les problèmes humains sont en grande partie sous-déterminés par nos modestes savoirs, ils devraient inviter au débat et à la discussion. Dans ce dessein, ils devraient aller vers les gens et s'adresser à eux de manière à en être compris. Ils apprendraient alors d'eux, souvent bien plus qu'ils ne leur apprendront. Je

veux insister sur cette idée et, à cette fin, m'inspirer d'une intéressante distinction mise en avant par Kant en esthétique — et je ne fais que m'en inspirer, ne prétendant aucunement que mon usage de ce distinguo soit kantien²⁵...

Kant, on s'en souviendra, propose qu'on peut disputer de certaines questions: ce sont typiquement celles à propos desquelles il y a un véritable savoir. Par exemple, dans l'éventualité d'un désaccord entre vous et moi sur les modalités de la chute d'un objet donné, nous aurons une dispute qu'il sera possible de trancher — merci Newton^{26x}. Mais, ajoute Kant, de certaines autres questions on ne peut que discuter: on échange des arguments, sans doute, mais ils ne reposent pas sur un savoir concluant et décisif, bien qu'il soit possible de faire à propos de ces questions des progrès dans et par l'argumentation. Les jugements esthétiques sont typiquement, pour Kant, des propositions dont on discute. Je pense que les questions dont parlent les intellectuels quand ils assument leurs responsabilités sont de celles dont on doit discuter et qu'il revient notamment aux intellectuels de rendre possibles les discussions, en particulier en étant clairs, en s'informant et en informant, en se faisant pédagogues, et ainsi de suite. Mon opinion, on l'aura compris, est que bien des intellectuels font comme si on avait disputé et qu'ils avaient pu trancher...

Tout cela est minimal et me paraît aller de soi. Ce qui suit va moins de soi, mais j'en suis venu à le penser — il se pourrait que je me trompe, je n'en sais rien. À mon avis, des années de propagande et de matraquage idéologique et économique ont laissé les gens non seulement isolés (et c'est pourquoi les intellectuels devraient tout mettre en œuvre pour s'en approcher), mais aussi, il me semble, désabusés, voire cyniques, parce que persuadés que tout changement pour le mieux est désormais impossible. Dès lors, il ne sert plus à grand-chose de faire simplement état de la misère du monde: cela est su, connu et surtout vécu, à tout le moins par ceux qui ne fréquentent pas les hautes sphères où se tiennent les Importants. J'en suis donc venu à penser qu'il est de la responsabilité des intellectuels de proposer des modèles de rechange qui soient tout à la fois attirants,

²⁵ Je dois cette idée à P. Canivez, *Éduquer le citoyen?*, Paris, Hatier, 1990.

²⁶ Mais il faut préciser qu'il n'y a que dans les sciences formelles qu'on ne fait que disputer. Tout, en droit, peut être discuté dans les sciences empiriques.

plausibles et mobilisateurs et dont les valeurs fondatrices soient clairement explicitées et discutables. En particulier, je m'efforce à cette fin, depuis quelques années, de faire connaître un modèle d'économie participative imaginé par Michael Albert et Robin Hahnel²⁷. En gros, ce modèle nous dit ceci: une économie sans marché, sans profit et sans l'organisation hiérarchique du travail, mais qui ne soit pas non plus l'économie planifiée dont les immenses défauts ne sont plus à démontrer, une telle économie, efficace et efficiente, est possible. Cette économie, arguent les auteurs, remplit toutes les fonctions que doit remplir une (saine) économie: en particulier, elle produit, en quantité suffisante, des biens variés et en conformité avec les désirs des participants. Mais elle le fait à travers des institutions qui appuient la solidarité, la justice, la démocratie participative et l'équité. Dans une telle économie, le chômage, par définition, n'existe pas; le travail est équitablement réparti; et l'on soutient que chacun pourra y jouir d'un niveau de vie bien supérieur à celui que connaît aujourd'hui l'immense majorité des gens.

Je sais que bien des raisons, fort valables, militent à première vue contre l'accomplissement d'un tel travail. Comme je sais aussi que seule l'expérience pourra nous informer des mérites de quelque proposition que ce soit. Je sais également qu'il faut être plus que méfiant devant tout projet par lequel des individus, fussent-ils les mieux intentionnés, viennent nous dire comment il faudrait réorganiser la société; que cet autoritarisme potentiel, par lequel une petite élite prétend savoir et imposer aux autres ce qu'il convient de faire, est extrêmement dangereux; et je sais encore que, dans le combat politique tellement urgent et qui doit, du moins à mes yeux, être mené contre des adversaires bien connus et identifiés, c'est peut-être perdre un temps précieux, et qui serait bien mieux employé dans des activités militantes, que de consacrer du temps à imaginer, dans un aujourd'hui aliéné, des lendemains qui chantent.

Et pourtant, il me semble aussi que cette tâche n'est ni futile ni inutile et que si on la conçoit et si on la réalise avec modestie, sans autoritarisme,

²⁷ M. Albert et R. Hahnel, *Quiet Revolution in Welfare Economics*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1990; M. Albert et R. Hahnel, *Looking Forward: Participatory Economics for the Twenty First Century*, Boston, South End Press, 1991; M. Albert et R. Hahnel, *The Political Economy of Participatory Economics*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1991.

avec des visées pédagogiques et dans un esprit d'invitation à la discussion, elle peut s'avérer pertinente et légitime.

Le résultat net de l'endoctrinement auquel nous sommes soumis est que nous avons du mal à imaginer qu'un autre ordre social et politique soit possible. Nos actions et nos revendications tendent dès lors à se faire réformistes, à se contenter de viser à aménager les circonstances et les institutions dans lesquelles nous vivons. Le modèle d'Albert et Hahnel nous rappelle d'abord qu'on peut aller plus loin, qu'on peut, légitimement, penser qu'une transformation radicale des circonstances et des institutions est à la fois possible et souhaitable. Par leur modèle, on apprend ainsi à penser au-delà du cercle étroit de ce que la propagande permet de penser et d'envisager. On finit par redécouvrir cette précieuse vérité qu'en dépit de ce qui nous est sans cesse dit, redit et répété à satiété l'ordre économique actuel n'a rien de nécessaire, qu'il est une construction sociale, historique, politique. La leçon est précieuse.

D'autre part, je suis fermement convaincu que la plupart des gens sont tout à fait conscients des horribles conséquences des institutions qui sont les nôtres, en économie notamment. Mais comme on n'entend jamais parler de la possibilité d'autre chose, on se réfugie dans des attitudes réformistes, ou aménagistes, ou encore dans un isolement qui, parfois hélas, confine au désespoir. Le modèle d'Albert et Hahnel permet d'imaginer un ordre à la fois possible et souhaitable et, en ce sens, il constitue un précieux antidote au découragement et au cynisme en ce qu'il fournit à l'action militante des objectifs à long terme. Ce faisant, il aide aussi à déterminer des objectifs à court terme, mais qui seraient compatibles avec les premiers.

En définitive, de tels modèles permettent de définir et de discuter ce que nous souhaitons et de jauger le monde, nos pratiques, nos institutions à partir de là. L'écart entre ce qui est et ce qui nous semble souhaitable est, de ce point de vue, un précieux outil militant et pédagogique. Mieux, par cet outil, on ouvre la discussion non seulement sur la faisabilité, mais aussi sur la désirabilité de ce qui est proposé. Pour ces raisons, il me paraît souhaitable, à condition qu'on le fasse de manière modeste, sérieuse et en dehors de tout autoritarisme, de proposer à la discussion et au débat des visions et des modèles riches, crédibles et clairs de ce qui nous semblerait désirable en économie, certes, mais aussi dans toutes les autres sphères de

la vie sociale et politique. Je le répète cependant: à des fins de discussion, d'éducation, de pédagogie, voire d'expérimentation, toujours consentis librement.

Cependant, faut-il le rappeler, il va de soi que se livrer à de telles activités constitue une trahison de la tradition intellectuelle. Tant mieux...

Normand BAILLARGEON
Département des sciences de l'éducation
Université du Québec à Montréal